



ET MAINTENANT? LA FACTURE DU « QUOI QU'IL ARRIVE... »!

Nous avons écrit la semaine dernière au Premier ministre, pour alerter sur les conséquences de la hausse continue des prix des énergies sur les salariés et plus généralement sur l'ensemble de la population. Cette envolée des prix est de nature à fragiliser l'ensemble de notre économie.

De nombreuses activités se retrouvent sous pression, ce qui peut conduire à des réductions d'investissement, des restructurations ou des plans sociaux. L'emploi est directement exposé : chaque hausse durable du coût de l'énergie fragilise l'ensemble de la chaîne productive et met en danger des milliers de postes dans l'industrie, la logistique, le bâtiment et l'agriculture.

Depuis fin février, le pétrole et le gaz ont connu des fluctuations importantes et des augmentations considérables conduisant à une nette baisse de pouvoir d'achat des salariés. Les dépenses liées aux déplacements domicile – travail pèsent de plus en plus lourdement sur les ménages, en particulier dans les territoires où les alternatives sont limitées. Cette situation met en danger l'accès même à l'emploi pour de nombreux travailleurs et accentue les inégalités.

Nous avons également alerté sur le risque de spéculation, alors même que les prix appliqués ne reflètent pas les coûts réels des barils achetés, bien en amont. Les grands groupes pétroliers ont réalisé ces dernières années des bénéfices et des dividendes records, et rien ne justifie que les salariés du privé comme du public et les ménages soient mis à contribution pour absorber des hausses artificielles.

Face à cette situation qui menace l'emploi et la croissance, FO a demandé que le gouvernement prenne, sans délai, toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute dérive spéculative, ramener les prix du gaz à un niveau au moins équivalent à celui observé avant le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, et plafonner à 1,5 euro le prix des carburants pour répondre à l'enjeu du pouvoir d'achat. Nous avons aussi rappelé l'urgence de réévaluer les barèmes d'indemnités kilométriques et d'encourager la négociation de primes de transport.

La réponse, ou plutôt la non-réponse, n'a pas tardé. Vendredi dernier, le Premier ministre a indiqué vouloir poursuivre les efforts budgétaires pour ramener le déficit public en dessous de 5% en 2026. Sébastien Lecornu a prôné la « maîtrise » des finances publiques « *quoi qu'il arrive* », pour ne pas revenir aux dépenses du « *quoi qu'il en*

L'urgence d'une revalorisation des salaires et des pensions

coûte ». Résultat : l'annonce d'un mini-plan de soutien d'une ampleur volontairement réduite pour quelques secteurs particulièrement touchés par la hausse des prix, des mesures sectorielles, ciblées sur quelques entreprises de l'agriculture, de la pêche et du transport routier... Pour les salariés, c'est désormais la facture du « *quoi qu'il arrive* » qui se profile : plus de précarité, moins de pouvoir d'achat, moins de services publics et des factures qui s'alourdissent!

Pour FO, cette situation appelle au contraire des mesures fortes. Il appartient à l'État de définir et de mettre en œuvre les dispositifs permettant de préserver le pouvoir d'achat et l'activité économique. Et plus que jamais, cette situation impose l'urgence d'une revalorisation des salaires et des pensions dans le public comme dans le privé!

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr